

Madagascar : Les enjeux de la France (tentative d'approche) : deuxième partie

Tribune – Opinions – Lalatiana – 30/01/10

Un potentiel minier de plus en plus alléchant ...

On démontrera un jour le montant des faramineux investissements en prospection et en infrastructures engagés jusque là. Ils sont venus, ils sont tous là, même ceux du Sud de l'Australie... On se demande bien pourquoi...

Le développement de la Chine et des pays émergents a, on le sait, tiré vers le haut les cours mondiaux de l'ensemble des matières premières nécessaires à leur développement. De fait les importantes ressources minières de Madagascar ont attiré les convoitises de toutes les grandes nations industrielles et de la Chine en premier lieu... et attiré les investisseurs... pour de multiples ressources.

Nickel et Cobalt,

Ces minéraux, dont Madagascar représente aujourd'hui, à travers le concessionnaire Sherritt, respectivement 5% et 10% de la production mondiale, ont connu en un an une hausse de 66% et 36% de leurs cours. Bagatelle me direz vous. A-t-on besoin de se battre pour cela ?

Ilménite et Bauxite

Le métal de titane, transformation de l'ilménite, a vu de même en un an une hausse de + 57%. Les 750 000 tonnes /an d'ilménite qui seront produite par QMM Rio Tinto représentent 10% de la production mondiale. Les chinois sur la côte Est, et les sud-africains au Nord de Tuléar ont lancé ou négocient des projets d'exploitation de ce minerai. La mise en exploitation d'autres gisements d'ilménite le long de la côte Est, entre Mananjary et Fénérive ont fait l'objet d'appels d'offres. Le projet Ticcors des Sud Africains laissait, lui, envisager la production de 500 000 tonnes/an d'ilménite.

L'aluminium, lui, a augmenté de 71%. Est il alors surprenant que Rio Tinto s'intéresse dans le Sud aux ressources en bauxite à proximité des gisements qu'ils exploitent. Mais au fait, où sont donc les compagnies françaises ?

L'uranium

L'explosion de la demande en énergie nucléaire laisse craindre à terme une pénurie des ressources en uranium. Là aussi, britanniques, canadiens, australiens et leurs compagnies minières (ALM & Forex et ClineMining Corp, Pencari Mining Corp, Haddington, Uranium Star) ont lancé des campagnes d'exploration dans l'Ouest, le Centre et le Sud.

A-t-on vu Areva dans cette énumération ? Alors que « *Depuis 2001, le prix spot de l' U3O8 (yellow cake) est en progression constante, Il a ainsi augmenté de plus de 300 % en moins de cinq années. Cette hausse n'est donc pas conjoncturelle et elle a de forte chance de perdurer.* » [1]

Le charbon

Les besoins sidérurgiques de la Chine et des pays émergents ont de la même manière provoqué une envolée des cours du charbon qui ont pris 200% entre 2005 et 2008. Ainsi, le gisement de la Sakoa « *exploité dans la seconde moitié du siècle dernier, puis délaissé en raison d'une rentabilité insuffisante, voit son intérêt renouvelé* » [2]. Les réserves en charbon de la Sakoa sont à ce jour estimées à plus de 100 millions de tonnes en hypothèse basse et jusqu'à 1 Md de tonnes en hypothèse haute !!! Le groupe australien Straits (coté à Singapour) à travers Red Island Mineral et Madagascar Consolidated Mining dispose d'un champ d'exploitation de 800km² sur la zone. De français ici, point...

Le fer

Le gisement de fer de Soalala dont les réserves sont estimées à 562 Mt pour une production à ciel ouvert de près de 3,5 Mt annuelles intéresse bien évidemment les entreprises de la région asiatique, première productrice d'acier et dont les besoins continuent de croître...

Et le reste... Sans oublier le pétrole.

Nous ne nous étendons pas sur les ressources et les potentiels réels en or, en pierres précieuses et semi-précieuses, ou en chromite et autres graphite, mais est il besoin de parler EN PLUS du pétrole qui demeure la ressource éminemment stratégique des décennies à venir ? Les sables bitumineux et les huiles lourdes ne sont rentables qu'avec un cours du brut autour de 100 dollars le baril, mais les 16 milliards de barils estimés en réserve on shore sur Bemolanga (plus vaste gisement inexploité au monde) ont certainement posé des enjeux de pérennisation de la ressource. Ce sont ces enjeux qui ont poussé Total à acquérir 60% du contrat d'exploration de Bemolanga. Selon Afrique Energy Intelligence, il a fallu, pour la conclusion de ce contrat, une intervention du président Sarkozy lui-même qui en aurait négocié en avril 2008 le dossier avec Ravalomanana. Ce dernier préférerait en effet une solution en faveur des chinois de la China National Petroleum Corp. Tiens donc !!!

Et bien évidemment, derrière les énormes infrastructures à bâtir et les besoins de logistique, les intérêts des géants français du BTP (Colas) et du transport (Bolloré), ne sont probablement pas très loin.

Au-delà des potentiels pétroliers on shore de Madagascar, les potentialités offshore font l'objet de convoitises que l'on lit derrière les blocs de prospection négociés du Sud au Nord de l'île. Or, il s'avère que les zones d'exclusivité économique des îles éparses, qui sont strictement accolées à la ZEE malgache et aux zones de prospection, recèlent aussi potentiellement des ressources pétrolières. Sur Juan de Nova, possession française, deux concessions de prospection aux sociétés Marex Petroleum Corporation et Roc Oil Compagny Ltd, ont été accordées (arrêté du 22/12/2008 du ministère français de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire) pour des montants d'engagement de 47 millions de \$.

Pour conclure sur ces enjeux miniers,

Les observateurs attentifs auront par ailleurs pris note d'une manifestation organisée à Paris ce 4 février, petit-déjeuner débat tenu autour notamment de Jean-Marc Châtaignier (Ambassadeur de France) et de Lionel Levha (Directeur général, Total Exploration Production Madagascar). Cette réunion, qui veut promouvoir Madagascar auprès des investisseurs, présente ainsi son objet :

[...] La croissance est stoppée et la gouvernance (qui était déjà l'un des points faibles du régime précédent) ne s'est pas améliorée.

Quelles sont les raisons d'espérer, et sur quels éléments peut-on s'appuyer pour préparer en 2010 la reprise de l'économie, une fois la crise politique passée ? Est-il raisonnable d'étudier un projet, à Madagascar aujourd'hui et sur quels réseaux de contacts s'appuyer ?

L'île peut-elle sortir de son relatif isolement économique ? Quelles sont ses relations avec ses voisins ; peut-on espérer à moyen terme une meilleure intégration dans un développement régional ?

Ce petit déjeuner permettra de faire un point de situation (calendrier politique, prévisions macro-économiques, environnement des affaires) et d'étudier les secteurs qui peuvent se développer dans ce contexte avec deux éclairages particuliers sur l'environnement des grands projets miniers (implantations, développements, besoins) et sur les entreprises des secteurs de l'informatique et des services liés, au moment de l'arrivée de l'internet à haut débit.

Que doit-on en penser ?

La diplomatie française peut-elle reprendre la main ?

Pour la France, Madagascar ne peut donc pas être livrée à une puissance ou un pouvoir qui pourrait remettre en question ses enjeux, ses intérêts et sa stratégie. Il faut le savoir et le dire. Elle ne PEUT pas lâcher prise et ne lâchera pas prise.

Une aberration demeure : la France a intérêt à un pouvoir stable ET LEGITIME. Croire que les « capacités » des gouvernants mis en place lors de ce putsch répondaient à ce souci de stabilité et de légitimité a été une grossière erreur. C'est là une ânerie d'analystes qui une fois encore, de leurs laboratoires en stratégie théorique, comme en 2002, comme en Côte d'Ivoire en 2004, se sont encore fourvoyés dans leur évaluation des aspirations des peuples et dans l'évaluation des forces endogènes et exogènes en présence.

Les incohérences et erreurs d'analyse de la diplomatie et de la politique étrangère française ne doivent pas nous surprendre. C'est s'illusionner que croire à une diplomatie de la France qui ne serait « qu'une seule main ». Coincé entre le gaullisme d'Henri Guaino, l'opportunisme de Jean David Levitte, et le cavalier seul de Claude Guéant, maîtres avec Nicolas Sarkozy de la politique étrangère française, le quai d'Orsay de Bernard Kouchner ne peut que dire « pouce ». Les guerres de pouvoir et les conflits d'ambition entre les 3 cavaliers de l'Apocalypse qui veulent « co-écrire l'histoire et influencer sur les événements » [3], ne laissent que peu de place à une diplomatie généreuse et à une prise en compte pertinente des réalités humaines et sociales de nos pays.

Il est scandaleux que les populations soient prises en otage de ces errements... Ce mépris qui ne voit que des pions à manipuler, déplacer, acheter, et non pas des interlocuteurs à préserver avec vigilance, est insupportable et il appartiendra aux malgaches de changer le regard de ces puissants... Mais...

Conclusion : peut-on enfin en sortir ?

La position de Jean PING représentant le GIC qui affirmait l'exigence du respect des accords de Maputo 1, devrait être rassurante. Mais les accointances de Ping avec les milieux financiers gabonais (Gabon = Total) posent quand même interrogation. Ceci étant, l'assouplissement apparent de Rajoelina qui semble accepter un report des élections peut laisser espérer un déblocage de cet imbroglio. On aurait pu craindre que la France ait réussi son forcing à faire reconnaître la situation non consensuelle actuelle. S'est elle désormais rangée à la voix de la raison ? La ficelle du masque était grosse, disions nous. Mais elle se relâche... L'acteur en question a peut être un peu moins la grosse tête, réalisant que les cartes qu'il jouait étaient mauvaises... Il est vrai que l'urgence est là... Parce que la révolte couve... Et parce que Paris aura du mal à se défaire de sa responsabilité en cas d'explosion sociale.

La prise en compte des enjeux de la France s'avère essentielle. Parce que dans cette situation il ne servira à rien de chercher l'affrontement. Il faudra négocier en préservant nos avantages et faire assumer à « *Reny Malala* » [4] qu'elle ne trouvera satisfaction à ses intérêts que dans une collaboration réelle, respectueuse et non entachée de faux semblants. Au-delà de ces luttes et de nos colères, on ne doit pas se tromper dans nos choix : on sait ce qu'on aura de la France, on ne sait pas ce qu'on aura de la Chine ou de l'Inde qui, soyons en convaincus, ne s'encombreront certainement pas de scrupules, ni d'un quelconque attachement affectif et culturel tel celui qui nous lie à la France.

Ne croyons pas que ce qui se passe actuellement, relève de la seule nostalgie d'un empire perdu. Là aura peut être été la plus grande erreur de Ravalomanana : ne pas avoir pris la mesure des enjeux de la métropole, et d'avoir joué l'affrontement au lieu de jouer une saine, juste et équilibrée coopération.

Un ami m'interrogeait : « *le processus de décolonisation a-t-il préparé l'économie malgache à être indépendante, ou juste à rester le fournisseur de matières premières pour les autres ?* » Quelque soit la réponse, nous devons nous débarrasser, nous, de notre passé colonial. Parce qu'au bout du compte, au regard de ces éléments, il est malheureux de constater que les malgaches eux-mêmes ne soient pas eux aussi conscients et fiers de l'énormité du potentiel de leur tanindrazana... le discours est larmoyant : « *nous sommes potentiellement riches mais nous restons pauvres* »... Mais il n'est pas là, le sentiment de fierté, d'orgueil et d'ambition, de responsabilité et de travail qui pourrait porter l'ensemble d'une nation malgache pour en faire véritablement, au vu de ses moyens, une VRAIE PUISSANCE.

Ceci est un autre débat...

Quant à celui-ci, il faut le reconnaître, ce ne sont que supputations...

Notes

[1] Bergenza « L'uranium et l'industrie du nucléaire dans le monde. Situation actuelle et perspectives. »

[2] Mission Economique de l'Ambassade de France.

[3] <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2010-01-14/la-guerre-des-elyseens/917/0/413386>

[4] *Reny Malala* = littéralement « Mère Chérie », surnom donné à la France.